

N°564

du 04
JANVIER
2013

Editorial

Par Koffi
SOUZA

REFONDER LE TOGO

C'est un vaste objectif que le président Faure Gnassingbé a fixé au pays dans son message de Nouvel An.

Il s'agit de «*refonder la société togolaise sur de nouvelles valeurs et de faire du Togo de demain une terre de cohésion, de concorde et de prospérité économique*»

C'est un objectif d'autant plus ambitieux qu'il se situe dans une Afrique troublée et déchirée.

LA REFONDATION ECONOMIQUE

Les grands investissements déjà engagés: ports, aéroport, routes seront poursuivis et accélérés. Ces investissements majeurs devront à terme permettre de valoriser tout le potentiel du Togo, grand carrefour économique et financier sous-régional, mais aussi fenêtre maritime pour les pays enclavés du Sahel.

Le processus de restauration et de densification du réseau routier génère déjà des résultats tangibles. «*Comme chacun peut le constater, ce processus a contribué à métamorphoser le visage de Lomé notre belle capitale qui renoue progressivement avec son charme discret d'autrefois.*»

LA REFONDATION POLITIQUE

L'expérience a montré qu'aucun pays n'a réussi, quelles que soient ses potentialités à amorcer son décollage économique dans une atmosphère de tension permanente.

C'est pourquoi le Président souhaite poursuivre sans relâche, à travers la négociation et la recherche du compromis, les réformes entreprises, certes dans le

suite à la page 6



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.5 CAN - AFRIQUE DU SUD 2013

Les Eperviers se renforcent avec l'arrivée des frères Ayité et d'Alaixys Romao

* Pour l'instant, seuls Emmanuel Adebayor et Kossi Agassa manquent à l'appel.

P.7 Santé/Sida

Les pauvres de plus en plus infectés



Alaixys Romao, milieu de terrain des Eperviers

P.6 Institution

Clôture définitive du CCF

P.3 Programme d'investissement public (PIP) de 2012

Les détails du faible taux d'exécution de 32,4% produit par les services de l'Etat

P.3 Réalisation de mini systèmes d'alimentation en eau potable

Le quitus de l'ANGE attendu pour le démarrage effectif du projet

* Trois entreprises ont été sélectionnées pour construire 15 châteaux d'eau à Lomé.



PA-LUNION

www.pa-lunion.com



- Actualités Nationales
 - * Politique
 - * Economie
 - * Société
 - * Sport
 - * Culture...
- Informations Internationales
- Réflexions...

Programme d'investissement public (PIP) de 2012

Les détails du faible taux d'exécution de 32,4% produit par les services de l'Etat

Sylvestre D.

La situation des exécutions du Programme d'investissements publics (PIP), établie de janvier à novembre 2012, indique que le Togo doit se remettre sérieusement au travail, à travers les différents services de l'Etat. A l'argument des procédures complexes et longues des bailleurs pour justifier le mauvais score national, on répliquera souvent qu'il faut apprendre chez les voisins où ça marche. Et pour cause, l'ensemble des dépenses ordonnancées (financements interne et externe) s'élève à 93,969 milliards de francs Cfa pour une prévision de 290,156 milliards de francs Cfa, soit un taux d'exécution de 32,4%. Par secteur, la ligne «Souveraineté» est à 1,2% d'exécution (soit 39,86 millions sur 3,370 milliards de francs Cfa prévus), 47,4% pour «Défense, Ordre et Sécurité» (soit 2,632 milliards sur 5,550 milliards de francs Cfa prévus), 36,0% pour «Administration générale et Finances» (soit 3,157 milliards sur 8,765 milliards de francs Cfa prévus), 29,8% pour «Enseignement, Formation et Recherche» (soit 5,183 milliards sur 17,407 milliards de francs Cfa prévus), 95,2% pour «Culture, Sport et Loisirs», 23,0% pour «Santé et Actions sociales» (soit 3,201 milliards sur 13,934 milliards de francs Cfa prévus), 31,0% pour «Administration et Développement des Infrastructures» (soit 63,844 milliards sur 205,651 milliards de francs Cfa prévus), et 34,0% pour «Production et Commerce» (soit 9,904 milliards sur 29,172 milliards de francs Cfa prévus).

Sur la prévision de 183,546 milliards de francs Cfa des financements externes, il n'a été exécuté à la même date que 45,750 milliards de francs Cfa (24,9%), dont 22,3% sur les emprunts et 29,0% sur les dons. En emprunts, vis-à-vis d'Exim Bank, des Fonds Koweïtiens, de la BOAD, de la BIDC, de la BID et de la BADEA, la consommation est respectivement de 23,6% (soit 6,184 milliards sur 26,207 milliards de francs Cfa prévus), de 41,8% (soit 2,840 milliards sur 6,800 milliards de francs Cfa prévus), de 23,6% (soit 7,525 milliards sur 31,828 milliards de francs Cfa prévus), de 18,1% (soit 57,95 millions sur 320,85 millions de francs Cfa prévus), de 3,7% (soit 208,50 millions sur 5,623 milliards de francs Cfa prévus), et de 58,7% (soit 2,640 milliards sur 4,500 milliards de francs Cfa prévus).

Au plan des dons envers le Togo, toujours entre janvier et novembre, on a pu consommer 32,1% avec la Banque mondiale (soit 7,951 milliards sur 24,805 milliards de francs Cfa prévus), 96,1% avec le FAD, 15,5% avec l'ACBF (soit 42,34 millions sur 273,60 millions de francs Cfa), 1,6% avec le FAE (soit 10,66 millions sur 650 millions de francs Cfa prévus), 71,7% avec la FAO,



Le développement des infrastructures prend une place importante dans le PIP

25,6% avec le FED/UE (soit 1,367 milliard sur 5,339 milliards de francs Cfa prévus), 4,1% avec le FEM (soit 27,13 millions sur 667,82 millions de francs Cfa prévus), 13,2% avec le Fonds Mondial (soit 647,99 millions sur 4,900 milliards de francs Cfa prévus), 19,7% avec l'AFD (soit 2,049 milliards sur 10,400 milliards de francs Cfa prévus), 36,1% avec l'OMS (soit 288,80 millions sur 800 millions de francs Cfa prévus), 15,9% avec le PNUD (soit 261,92 millions sur 1,645 milliard de francs Cfa prévus), 23,3% avec le FIDA (soit 1,560 milliard sur 6,694 milliards de francs Cfa prévus), 12,3% avec la BADEA, 34,6% avec le PNUE (soit 58,81 millions sur 170 millions de francs Cfa prévus). Sans oublier les pleins taux de 100% avec l'Algérie (30,10 millions de francs Cfa), de 103,3% avec le FEM/BID (soit 54,76 millions sur 53 millions de francs Cfa prévus), et de 115,9% avec l'UNFPA (soit 579,68 millions sur 500 millions de francs Cfa prévus). Parallèlement, des taux d'exécution nuls ont été consommés par rapport aux prévisions du Fonds Gavi, de la France, de la BID, de la KfW, des Fonds Saoudiens, de l'UNICEF et de la BOAD.

Dans la droite ligne des ressources externes (emprunts et dons), huit secteurs sont mis en exergue. Pendant que les chiffres indiquent 0,0% pour les secteurs «Culture, Sport et Loisirs» et «Souveraineté», le secteur «Défense, Ordre et Sécurité» s'en est sorti avec 88,6% de taux d'exécution (soit 2,392 milliards sur 2,700 milliards de francs Cfa prévus), 31,4% pour «Administration générale et Finances» (soit 1,539 milliards sur 4,896 milliards de francs Cfa prévus), 27,4% pour «Enseignement, Formation et Recherche» (soit 3,677 milliards sur 13,430 milliards de francs Cfa prévus), 23,1% pour «Santé et Actions sociales» (soit 2,931 milliards sur 12,700 milliards de francs Cfa prévus), 22,6% pour «Administration et Développement des Infrastructures» (soit 28,623 milliards sur 126,383 milliards de francs Cfa prévus), et 28,3% pour

«Production et Commerce» (soit 6,586 milliards sur 23,238 milliards de francs Cfa prévus). Ce qui confirme le total de 24,9%.

Sur fonds internes, il n'a été exécuté que 48,219 milliards de francs Cfa (45,2%) sur les 106,610 milliards de francs Cfa prévus. Respectivement, les secteurs «Souveraineté», «Défense, Ordre et Sécurité», «Administration générale et Finances», «Enseignement, Formation et Recherche», «Culture, Sport et Loisirs», «Santé et Actions sociales», «Administration et Développement des Infrastructures» et «Production et Commerce» ont et des taux d'exécution de 1,2%, 8,4%, 41,8%, 37,9%, 98,3%, 21,9%, 44,4% et 55,9%.

La situation a aussi inquiété l'élu du peuple. Et il faudra désormais, et dans l'urgence, que des projets murs soient inscrits par les ministères sectoriels et que lesdits ministères ne cherchent pas à contourner les nouvelles procédures de passation des marchés publics. Et pénaliser tout un pays. Surtout que l'Autorité a fait des efforts pour projeter, en 2013, un accroissement de plus de 40% des investissements, par rapport à 2012. En 2013, pour financer le Programme d'investissement public (PIP), les dépenses financées sur ressources internes sont estimées à plus de 104 milliards de francs Cfa. Sur ressources externes, elles sont estimées à plus de 197 milliards de francs Cfa.

VERBATIM Par Eric J.

Parité homme-femme

Au cours de son discours de présentation de vœu de nouvel an à son peuple, le président de la République, Faure Gnassingbé a relancé un vieux débat sur le genre. Il s'agit de la question de la représentativité de la gente féminine au sein de la classe politique. Sans demander clairement aux leaders politiques de partager la gestion des partis politiques avec les femmes, il a spécifié sur la fonction électorale.

Se penchant sur les prochaines élections législatives et locales qu'il annonce pour la fin du premier trimestre, le Chef de l'Etat a indiqué que : «... pour réaliser pleinement cet ancrage, la démocratie togolaise doit impérativement s'appuyer sur le progrès social qui passe par les valeurs d'égalité, de justice sociale, d'équité. Egalité entre les hommes, quelles que soient leurs appartenances ethnique, politique, culturelle et religieuse mais aussi égalité entre l'homme et la femme... Dans cette optique, et comme je l'ai déjà annoncé, un projet de loi sera soumis à l'Assemblée nationale à brève échéance, en vue d'instaurer la parité hommes et femmes pour les candidatures aux fonctions électives.»

Malgré les réserves sur le discours global, cet appel du Chef de l'Etat a été très bien reçu dans les états-majors des partis politiques. Mme Brigitte Kafui Adjangbo-Johnson s'en est même réjouie. «Je peux dire donc sur ce plan que je me réjouis de ce que, enfin, dix ans après l'adoption du protocole sur les droits de la femme en Afrique, cette mesure puisse intervenir au Togo... Je regrette que cette mesure intervienne de manière unilatérale comme un geste de magnanimité du prince qui veut promouvoir les femmes et je suis étonnée que cela intervienne dans un contexte tendu où la classe politique n'arrive pas à discuter.» a-t-elle déclaré.

En effet, la question de la représentativité de la femme dans les pôles de décision a été réglée en 2006 par l'Accord politique global, Apg, auquel ont adhéré les principaux partis politiques et association de la société civile signataires. En son point 1.2.11, l'Apg dispose : «les parties prenantes au dialogue se sont engagées à œuvrer en vue d'assurer la représentation équitable des femmes dans les processus électoraux et dans la vie politique nationale.»

Cependant, il y eut l'élection législative d'octobre 2007 sans qu'aucun parti n'ait mis en application cette clause. De façon que la représentation nationale a une majorité écrasante du sexe masculin. De surcroît, l'Assemblée nationale est arrivée à la fin de son mandat sans pouvoir voter une loi en ce sens.

C'est pourquoi, il faut apprécier à sa juste valeur la décision du Chef de l'Etat. Car, sans un courage politique et un acte fort, cela ne pourra être plausible.

Réalisation de mini systèmes d'alimentation en eau potable

Le quitus de l'ANGE attendu pour le démarrage effectif du projet

* Trois entreprises ont été sélectionnées pour construire 15 châteaux d'eau à Lomé.

* 55 000 personnes supplémentaires devraient avoir accès à une eau potable.

Bientôt un an que la Banque mondiale a approuvé le projet d'accès à l'eau potable dans les zones périurbaines de la capitale togolaise. Depuis, le dossier a fait son chemin, notamment l'appel d'offres en mars dernier, et l'approbation de l'évaluation par la Banque. Aux dernières nouvelles recueillies auprès l'Agence d'exécution des travaux urbains (Agetur-Togo), trois entreprises ont été sélectionnées pour exécuter le projet. Reste à l'Agence nationale de gestion de l'environnement (Ange) de délivrer son fameux certificat de conformité environnementale. Tout compte fait, confie-t-on à Agetur, les travaux pourraient démarrer vers la fin janvier.

Il s'agira pour les trois entreprises sélectionnées de réaliser et d'équiper quinze mini châteaux d'eau – d'une capacité maximale de 50 mètres cubes – dans des quartiers périphériques de la capitale. Six seront érigés à Adidogomé, notamment à Ségbé, Vakpossito, Yokoè, Sagbado ou Légbassito, six autres seront construits à Agônyiviyé y compris



Mini château d'eau

Togblékopé. Et trois à Bè-Kpota, notamment à Afamé, Attigoué et Dabarakondji. Dans une première étape, les entreprises adjudicataires disposeront de 3 mois pour réaliser 15 forages positifs dans les zones susmentionnées dans la capitale actuellement non reliées au réseau

de la Togolaise des Eaux (TdE). Cela s'entend une meilleure qualité d'eau et en quantité – dûment certifiée –, les profondeurs pouvant atteindre 250 à 300 mètres. Les forages devant servir à alimenter les mini châteaux d'eau, il sera alors procédé au lancement des

équipements des points d'eau, notamment en pompes solaires, panneaux solaires..., tout l'ensemble qui devrait constituer le château d'eau. Des conduites de distribution devront acheminer l'eau vers une soixantaine de kiosques à eau, à raison de quatre par château d'eau, dans les quartiers identifiés.

Les forages, qui seront gérés par les communautés, représentent un enjeu essentiel pour garantir l'accès à une eau de qualité aux plus démunis, affirme la Banque mondiale qui évoque au minimum 55 000 personnes supplémentaires qui devraient avoir accès à une eau potable. La possibilité est laissée à la société Togolaise des Eaux (TdE) d'étendre le réseau de conduite vers des ménages. Bien entendu en le renforçant par d'autres forages, étant entendu que la société peine à alimenter la capitale.

La réalisation de minis systèmes autonomes d'alimentation en eau potable fait partie de sa sous-composante A3 du Projet d'urgence de réhabilitation d'infrastructures et des services électriques (PURISE)

suite à la page 7

Avis d'Appel d'offres (AAO)

AON: N° 002I2012/PFCTCAUUCP DU 24 DECEMBRE 2012

Fourniture et installation de matériels informatiques, matériels divers de communication et installation de réseau pour le centre E- Learning des Douanes Togolaises

REPUBLIQUE TOGOLAISE

Ministère auprès du Président de la République, chargé de la Planification,
du Développement et de l'Aménagement du Territoire

Cabinet

Projet de Facilitation du Commerce et du Transport sur le Corridor Abidjan-Lagos (PFCTCAL)

Unité de Coordination du Projet (UCP)

Don IDA N°5490 - TG

1- Le Gouvernement de la République Togolaise a reçu un don de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour financer le Projet de Facilitation du Commerce et du Transport sur le Corridor Abidjan- Lagos (PFCTCAL). Une partie de ce don sera utilisée pour effectuer des paiements au titre du Marché relatif à la fourniture de matériels informatiques, matériels divers de communication et installation de réseau pour le centre E-Learning des Douanes Togolaises.

2- Le Projet de Facilitation du Commerce et du Transport sur le Corridor Abidjan Lagos, représenté par son Unité de Coordination, sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir les matériels en lot unique décrit comme suit:

Lot Unique: Matériels informatiques, matériels divers de communication et installation de réseau

- 01 (un) serveur Web
- 25 (vingt cinq) ordinateurs de table
- 10 (dix) ordinateurs portables
- 01 (un) onduleur
- 01 (un) vidéoprojecteur
- 01 (un) réseau informatique

3- La passation du Marché sera conduite par Appel d'Offres National (AON) tel que défini dans les « Directives: passation des marchés financés par les Prêts de la Banque Mondiale », et ouvert à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans les Directives.

4- Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de l'adresse indiquée au point 10 ci-dessous et prendre connaissance des documents d'Appel d'Offres, entre 8h à 12h et 15h à 17h, heure GMT.

Les exigences en matière de qualifications sont :

a) Conditions d'ordre financier

- Fournir le bilan certifié des trois(03) dernières années;
- Fournir la preuve de disponibilité financière d'un montant égal à la moitié de l'offre financière.

b) Conditions d'ordre administratif

- Fournir l'original du quitus fiscal;
- Fournir une copie légalisée de la carte d'opérateur économique;
- Fournir une copie légalisée de l'attestation de la CNSS ; Fournir une copie légalisée de l'attestation de l'ITLS ; Fournir une copie légalisée de l'attestation de non faillite.

c) Conditions d'ordre technique

- Fournir pour chacun des éléments à acquérir un prospectus en français, clair et lisible;

- L'autorisation du fabricant pour les ordinateurs et l'onduleur;
- Disposer d'un service technique d'au moins un (01) technicien
- Supérieur en réseau informatique.

5- Une marge de préférence *ne sera pas* octroyée aux soumissionnaires éligibles.

Voir le Document d'Appel d'Offres pour les informations détaillées.

6- Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le Dossier d'Appel d'Offres complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de vingt cinq mille (25000) FCFA à l'adresse mentionnée au point 7. La méthode de paiement sera l'espèce.

7- Les offres constituées d'un original et trois copies doivent parvenir en hors taxes et en toutes taxes à l'adresse suivante au plus tard le 24 janvier 2013 à 15 h DO, heure GMT:

Projet de Facilitation du Commerce et du Transport sur le Corridor Abidjan-Lagos

Att. : Coordonnateur du PFCTCAL,
Immeuble CASEF, Angle Avenue du 2 Février - Avenue Sarakawa, 4^{ème} Etage, côté Plan, Porte 411- Lomé Togo
BP 1667 - Lomé Tél :(+228) 22 20 15 18,
E-mail: pfctcaltg@yahoo.fr

La soumission des offres par voie électronique *ne sera pas* autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaiteraient être présents dans la **Salle de réunion du 5^{ème} étage du MPDAT (Immeuble CASEF, côté Plan) à Lomé le 24 janvier 2013 à 15 h 30 mn.**

8- Les offres doivent comprendre une garantie de soumission pour un montant de sept cent mille (700 000) francs CFA pour le lot unique.

9- Le délai de validité des offres est de quatre vingt dix (90) jours à partir de la date limite de dépôt des offres.

10- L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus aux fins de renseignements supplémentaires est:

Projet de Facilitation du Commerce et du Transport sur le Corridor Abidjan- Lagos

Att. : Coordonnateur du PFCTCAL,
Immeuble CASEF, Angle Avenue du 2 Février - Avenue Sarakawa, 4^{ème} Etage, côté Plan, Porte 411- Lomé Togo
BP 1667 - Lomé Tél :(+228) 22 20 15 18,
E-mail: pfctcaltg@yahoo.fr

La Personne Responsable des Marchés Publics

Yawoa Ekpévi APETOH

CAN - AFRIQUE DU SUD 2013

Les Eperviers se renforcent avec l'arrivée des frères Ayité et d'Alaixys Romao

* Pour l'instant, seuls Emmanuel Adebayor et Kossi Agassa manquent à l'appel.

Le groupe des Eperviers s'est élargi mardi avec le retour des frères Ayité, de Mani Sapol et d'Alaixys Romao dans le cadre des préparatifs pour la Coupe d'Afrique des Nations, Afrique du Sud 2013.

Absents de la sélection nationale le 29 décembre dernier lors du match contre Oman, match gagné par les Togolais 1-0, Jonathan Ayité de Brest, Floyd Ayité de Reims, Alaixys Romao de Lorient et Mani Sapol de Batna sont rentrés à Lomé pour intégrer le groupe retenu pour le stage des Eperviers.

Alaixys Romao qui faisait le mou depuis la déclaration d'Emmanuel Adebayor par rapport aux conditions déplorables de la sélection nationale ne craint pas les adversaires du Togo dans le groupe D. "Nous n'avons rien à perdre dans cette poule, a affirmé le Lorientais au quotidien algérien *El Watan*. Nous ne redoutons aucune équipe. Nous n'y allons pas en victimes expiatoires, car nous n'avons pas fait tous ces efforts pour rien. Nous donnerons le meilleur de nous-mêmes pour aller le plus loin possible. Le plus important sera le premier match face à la Côte d'Ivoire. Malgré les attentes de nos supporters, si on ne se qualifie pas, on admettra que c'est normal. La pression n'est pas sur nous."

Samedi, les Togolais disputeront un match amical contre le Niger à



Niamey, avant d'établir le camp à Accra pour six jours de stage. "Ce stage nous permettra de faire les réglages nécessaires par rapport aux constats que nous avons fait au cours de nos deux derniers matches amicaux", explique le sélectionneur Didier Six.

Pour l'instant, seuls Emmanuel Adebayor et Kossi Agassa man-

quent à l'appel.

Le club londonien de Tottenham est toujours dans l'attente de la décision de son attaquant international togolais Emmanuel Adebayor au sujet de sa participation ou non avec les Eperviers à la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2013.

"Je vous ai dit que le joueur peut encore aller, je comprends qu'il y

a toujours une possibilité. C'est son choix, je ne vais pas lui mettre de la pression. Nous avons laissé le joueur décider tout seul" a souligné André Villas Boas.

Au premier tour de la CAN-2013, le Togo a hérité du groupe D avec l'Algérie, la Côte d'Ivoire et la Tunisie.

GABON

Le président sortant de la FEGAFoot renonce à briguer un second mandat

Le président sortant de la Fédération gabonaise de football (FEGAFoot), Placide Dieudonné Engandzas, a renoncé à briguer un second mandat à la tête de cette structure sportive, a-t-on appris de cette instance sportive ce mercredi à Libreville.

Le président sortant de la FEGAFoot s'est lancé, avec le soutien des dirigeants sportifs gabonais, à la conquête d'un siège au Comité exécutif de la Confédération africaine de football (CAF).

Toutefois, Placide Dieudonné Engandzas encourage les autres membres du bureau fédéral à briguer les suffrages à l'occasion de la prochaine assemblée générale électorale de la FEGAFoot, dont la date n'a pas encore été déterminée.

Son actuel mandat à la tête de la FEGAFoot prend fin le 9 janvier prochain.

Placide Dieudonné Engandzas a été élu président de la FEGAFoot, au terme d'une assemblée générale de l'institution le 7 janvier 2009, en battant son adversaire, Pierre Alain Mouguengué, ancien arbitre international de football.

ANGLETERRE/

Chamakh à la relance dans l'Hexagone ?

Les saisons se suivent et se ressemblent pour Marouane Chamakh du côté d'Arsenal lui qui, exerce après exerce, voit son temps de jeu fondre comme neige au soleil. Apparu à 29 reprises en championnat pour sa première année sous le maillot des Gunners, l'international marocain a ensuite été aligné à seulement 11 reprises la saison dernière. Et dans l'actuel exercice, c'est très clairement la douche froide pour l'avant-centre, qui n'a toujours pas foulé les pelouses de Premier League, se contentant de la League Cup (3 matches) et de la Ligue des Champions (1 apparition lors du dernier match de poules) pour exister. Alors forcément, face à une telle situation, difficile pour l'ancien Bordelais de ne pas songer à un départ.

Et cela tombe plutôt bien, puisque le mercato hivernal vient d'ouvrir ses portes. Le numéro 29 des Londoniens a en effet là l'opportunité de pouvoir enfin se relancer, et retrouver un club où pouvoir jouer. Et d'ailleurs, depuis de nombreux jours maintenant, le nom de l'ancien Girondin circule du côté de West Ham, qui semble avoir fait du Lion de l'Atlas l'une de ses priorités. Oui mais voilà, si la rumeur existe, toujours est-il que la piste menant aux Hammers ne semble guère avancer. Pas de panique pour autant pour Chamakh, qui pourrait trouver preneur dans l'Hexagone. Ce n'est pas le club au scapulaire qui aimerait rapatrier l'attaquant, non. Mais comme le révèle le Daily Mail, c'est Lille qui ferait de l'avant-centre sa tête de gondole sur le marché des transferts.

EUROPE/

Paris rêve toujours de Ronaldo et Mourinho

Les Qataris rêvent en grand pour le PSG. Les propriétaires du club de la capitale souhaitent toujours attirer Cristiano Ronaldo et José Mourinho à Paris dès l'été prochain. Histoire de faire franchir un cap décisif aux Rouge et Bleu.

Un nouvel épisode dans l'improbable saga envoyant Cristiano Ronaldo et José Mourinho au PSG l'été prochain. Après la Gazzetta dello Sport, qui indiquait fin octobre que le club de la capitale serait prêt à déboursier 100 millions d'euros pour s'attacher les services de l'attaquant portugais, c'est au tour du Parisien d'avancer que les Qataris rêveraient toujours de l'attaquant et de l'entraîneur du Real Madrid. "Le prince (Tamin, propriétaire du PSG, ndr) veut absolument que Mourinho et Ronaldo soient au PSG l'année prochaine, a expliqué une source au quotidien. C'est le moment ou jamais pour les faire venir à Paris."

Deux hommes capables selon les riches propriétaires du PSG de faire franchir un palier au club, qu'ils espèrent voir entrer dans le top 5 mondial très rapidement. Dans l'ombre, l'agent de José Mourinho et de Cristiano Ronaldo, Jorge Mendes aurait donc débuté les tractations avec le Paris Saint-Germain. Selon les informations du quotidien, il aurait



déjà rencontré Nasser al-Khelaifi, le président parisien, mi-décembre, après la victoire face à Lyon (1-0), afin d'entamer les négociations.

Possible pour Ronaldo ?

Une information à prendre avec des pincettes, notamment en ce qui concerne Mourinho. Certes "le Special One" serait en conflit avec sa direction. Sa décision de se passer d'Iker Casillas pour le dernier match de l'année a également provoqué la colère des socios. Quel-

que chose semble s'être cassé au Real Madrid pour l'ancien technicien de l'Inter Milan. S'il a déjà balayé tout intérêt pour le poste au PSG, on l'imagine mal refuser de relever le challenge parisien, surtout avec les pétrodollars qataris. Sauf que Carlo Ancelotti, un temps menacé, est parvenu à redresser la barre et a conforté sa position, rendant pour le moment improbable un possible licenciement.

Pour Cristiano Ronaldo, la donne

est différente. Le joueur le plus cher du monde refuserait de prolonger son contrat avec le Real Madrid. Lié jusqu'en 2015, l'attaquant portugais n'a pas fermé la porte à un départ ces dernières semaines, lui qui se sentirait mal aimé dans la capitale espagnole. Les médias ibériques ont déjà fait du PSG le favori pour l'arracher au Real Madrid ces prochains mois. La suite au prochain épisode désormais...

SENEGAL/

Les prétendants au poste de sélectionneur du Sénégal ont été auditionnés

Le Sénégalais Aliou Cissé, le Français Alain Giresse et l'Allemand Volke Finke, les trois candidats retenus par la Fédération sénégalaise de football pour prendre en charge les Lions de la Téranga, ont désormais tous exposé leur projet devant la commission ad hoc.

Après le Sénégalais Aliou Cissé la semaine dernière, Alain Giresse a été auditionné dimanche 30 décembre, à Dakar, dans le cadre du recrutement du prochain sélectionneur de l'équipe nationale du Sénégal. L'ancien entraîneur du Gabon et du Mali a salué la démarche de la Fédération sénégalaise de football. "C'est une occasion de se rencontrer, d'échanger", a expliqué le technicien français à l'Agence de presse sénégalaise.

Lors d'un entretien de deux heures devant une délégation ad hoc de la FSF, le Français a réaffirmé son envie de coacher les Lions de la Téranga, et a profité de l'occasion pour faire passer un message : "Il est clair que je ne suis pas venu ici pour contempler la mer", a déclaré l'ancien milieu de terrain des Bleus.

Le technicien allemand Volke Finke, également candidat au poste de sélectionneur des Lions, a pour sa part été auditionné dans la nuit de mardi 1er au mercredi 2 janvier, à Dakar, par des responsables de la FSF.

La fédération sénégalaise avait annoncé que le nom du prochain sélectionneur serait dévoilé fin décembre, mais Volke Finke, ancien entraîneur de Fribourg (D1 allemande), n'avait pu se déplacer plus tôt pour son audition.

Les trois techniciens pressentis ayant été entendus, la FSF doit maintenant désigner celui qu'elle va retenir. Jacques Santini et le Suédois Sven-Göran Eriksson, qui faisaient partie d'une liste de cinq candidats rendue publique par la FSF le 19 décembre, ne sont plus sur les rangs. Le Sénégal est en quête d'un successeur à Joseph Koto, limogé en octobre dernier après l'élimination de l'équipe nationale de la course à la CAN 2013.

REPERES

Pauvre Togo !

Après son message de vœux pour la nouvelle année, Faure Gnassingbé a déclaré que les élections législatives et locales se dérouleront avant la fin du premier trimestre de 2013. Mais, le parti politique la Convention démocratique des peuples africains (Cdpa), via sa secrétaire nationale, Brigitte Adjamagbo n'approuve pas le point de vue du président Faure. Pour elle : "Politiquement, le contexte est tendu. Il n'y a aucun consensus (.....). Je me demande comment on peut dire avec assurance que les élections auront lieu au cours du premier trimestre de l'année 2013". Brigitte Adjamagbo a poursuivi que "Je suis inquiète, je me demande ce que ce pouvoir prépare pour le peuple togolais... Je suis déçue, on a l'impression qu'on a affaire à un donneur de leçons. Là où on l'attendait, il n'a rien dit. Il a traité l'opposition avec mépris". a-t-elle lancé. Concernant les déclarations du ministre Bawara, ce 2 janvier 2013 sur la Radio France internationale, (Rfi) : "l'opposition a pris en otage le processus électoral", la Secrétaire nationale de la Cdpa s'est interrogée : "Est-ce que c'est l'opposition qui a fait qu'on n'a pas ouvert à temps les discussions ?". This is the question !

La pénurie n'est plus d'actualité

Dans le mois de décembre 2012, surtout à la veille des fêtes de fin d'année, le marché pétrolier a connu quelques perturbations. La ministre du commerce a rendu public un communiqué le 31 décembre 2012 expliquant la rareté des produits pétroliers dans les stations d'essence.

Selon le communiqué " Ces perturbations qui sont essentiellement dues à une demande particulièrement forte en ces derniers jours de l'année s'estompent cependant progressivement grâce aux mesures prises par le gouvernement. Ainsi pour remédier à cette situation, des camions citernes supplémentaires ont été déployés afin de renforcer l'approvisionnement des stations d'essence sur toute l'étendue du territoire national". Le communiqué a poursuivi que "Pour limiter la situation d'engorgement dans les villes du pays, des mesures particulières ont été prises pour faciliter l'acheminement rapide du carburant et des autres produits pétroliers... Le gouvernement invite tous les citoyens à se montrer plus coopératif afin de faciliter le rétablissement de la fluidité du circuit de distribution des produits pétroliers", a indiqué le communiqué. Depuis ce mercredi, tout est presque rentré dans l'ordre a constaté, la rédaction de pa-lunion.com. Il n'y a plus de queue de voitures ou de motos dans les stations.

La presse pour éclairer la nuit de la démocratie

Le lundi matin, jour de réveil de la fête de la St Sylvestre, les parlementaires se sont retrouvés en session ordinaire de l'année 2012 pour débattre avec les émissaires du gouvernement, notamment le ministre de la communication, Djimon Oré et celui de la justice Tchitcaou Tchilim, pour en savoir plus sur la situation de la liberté de la presse et les dérapages observés ça et là sur certains médias. Rappelons que c'est à l'initiative du député Yawai Nambou, que le débat sur le non respect des libertés individuelles et collectives sur certains médias est inscrit à l'ordre du jour, suite à une note que l'honorable a envoyé au gouvernement. "Depuis quelques temps, les libertés individuelles et collectives et même de la vie privée des citoyens de tout rang social, ne sont pas respectées par certains médias, avez-vous fait le même constat. Si oui, à quoi cela est-il dû ? Et quel remède vous préconisez ?" Telle était la principale question adressée au ministre de la communication. A cette question, monsieur Oré a répondu en ces termes: "Nous aussi gouvernement, nous faisons le même constat. Il y a deux aspects de la chose : nos organes de presse n'existent pas en tant qu'entreprises de presse. Ces médias manquent cruellement de moyens." Ils manquent de séances de renforcement de leurs capacités. Un second volet de la réponse du ministre de la communication : "le non respect des règles déontologiques et éthiques doit être sanctionné par la HAAC, alors que la HAAC dans sa forme actuelle n'a pas les moyens pour pouvoir jouer pleinement son rôle. La HAAC règne mais elle ne gouverne pas. Qu'est ce qui faut faire pour corriger tout cela ? Il n'appartient pas au gouvernement tout seul de pouvoir régler le problème". Au fond du débat, les honorables députés ont dans leur majorité reconnu que la presse togolaise manque cruellement de moyens pour s'affranchir des manipulations politiques dont elle fait l'objet. Parmi les solutions envisagées, le ministre de la Justice a formulé le vœu que l'année 2013 soit une année pour faire autrement le métier du journalisme au Togo. "Que la presse serve de lumière pour éclairer la nuit de la démocratie", a souhaité M Tchilim.

EDITORIAL

REFONDER LE TOGO

suite de la page 1

respect du pluralisme mais avec une ferme détermination.

Les élections législatives et des élections locales seront organisées à la fin du premier trimestre.

Le Togo a l'impérieux devoir de réussir ces élections afin de poursuivre dans la sérénité, les grandes réformes politiques et économiques dont le pays a besoin pour favoriser son ancrage démocratique ainsi que le progrès social.

Pour donner toutes les chances

à l'épanouissement de la femme togolaise, un projet de loi sera soumis à l'Assemblée nationale à brève échéance, en vue d'instaurer la parité hommes et femmes pour les candidatures aux fonctions électives.

L'union et la responsabilité doivent inspirer la population togolaise pour que se développe un Etat modèle pour toute la région.

Le puissant message de Faure porteur d'une infinie sagesse doit aider le pays à se rassembler pour construire le meilleur destin pour toutes ses filles et tous ses fils.

Le Centre culturel français devenu Institut Français, sis avenue du 24 janvier, a fermé définitivement ses portes, le 31 décembre dernier, pour rentrer dans ses nouveaux locaux de l'ancien Orstom. Il ne s'agit pas que d'un simple déménagement, l'Institut Français qui ne reçoit désormais qu'une portion congrue de l'aide du SCAC, a fait une cure d'amaigrissement. Supprimé les salles de spectacles et autres aides aux arts de la scène. Les musiciens et comédiens iront prestre ailleurs, dans les autres espaces et surtout à l'Agora Senghor de la Paroisse catholique universitaire Saint Jean, dont la salle est la mieux adaptée aux spectacles de musique. Le nouvel Institut sera

Cinéma

FESPACO: un prix spécial pour la paix et la sécurité

La Commission de l'Union africaine (UA) et le Gouvernement du Burkina Faso ont signé, le 28 décembre dernier, à Addis Abéba, un Protocole d'Accord instituant un Prix spécial pour la Paix et la Sécurité au sein du Festival panafricain du Cinéma et de la Télévision de Ouagadougou



(FESPACO). L'accord porte sur un Prix pour la Paix et la Sécurité et participe de la mise en œuvre de la Campagne "Agissons pour la Paix", lancée par l'UA en vue de renforcer la mobilisation de tous les acteurs

Institutions

Clôture définitive du CCF



réduit principalement à la médiathèque, lui-même diminué de la plupart du fonds documentaire dont on fera dons à d'autres centres culturels privés.

Un grand chapitre de la coopération franco-togolaise en

matière de culture vient d'être clos, peut-être pour le bonheur des Togolais, les autorités publiques étant longtemps absentes dans ce secteur. Bien qu'il ait armé culturellement et intellectuellement la majorité des élèves et étudiants togolais, il était tout de même temps que la France laisse les pays africains voler de leurs propres ailes sur le plan de la culture. C'était une anomalie, ces soutiens quasi exclusifs du Quai d'Orsay aux cultures d'Afrique francophone, 50 ans après les indépendances. Cela a dispensé les Etats africains de jouer

pleinement leur rôle en la matière.

La France elle-même confrontée à une crise économique diminuée de manière drastique le budget consacré à son secteur culturel, au nom d'une certaine "exception culturelle". En outre, elle fait rudement face à la remontée de l'Allemagne au Togo. L'expansion colonisatrice vaincue pendant la 1ère guerre mondiale et longtemps exclue du partage du gâteau togolais, revient plus ou moins en force à la faveur de l'arrivée de Faure Gnassingbé. Il y a également le Brésil qui n'est pas que présent dans le secteur économique. Sa coopération sud-sud s'étend également dans le secteur culturel.

Il appartient désormais aux Togolais, tant au niveau étatique que privé, de jouer leurs propres partitions afin de donner au pays de la renaissance culturelle. En ce sens, la transformation de l'ancien Palais des Gouverneurs, monument architectural en maison des arts, est un fort signal donné par les autorités.

Cinéma

9ème Congrès de la FEPACI du 18-20 février 2013 à Johannesburg

La FEPACI tiendra son 9ème Congrès à Johannesburg en Afrique du Sud du 18 au 20 février 2013. Les participants y compris des pionniers de Cinéma et de l'Audiovisuel en Afrique se retrouveront et engageront un dialogue pour tracer une nouvelle voie pour le Cinéma et l'Audiovisuel en Afrique. Ils s'accorderont sur les nouveaux instruments juridiques et une nouvelle stratégie opérationnelle dont il faut équiper la Fédération lui permettant de réussir ses missions dans l'intérêt des cinéastes du Continent et de la Diaspora.

Dans cette perspective, le congrès considérera et adoptera les instruments adéquats conçus et développés par le Secrétariat Général pour renforcer les capacités

de la FEPACI sur le plan institutionnel. Le congrès aussi adoptera aussi la stratégie opérationnelle sine qua non pour redynamiser le rôle de la Fédération Pan Africaine des Cinéastes dans la défense effective des intérêts de ses membres et pour contribuer à la réalisation du développement socio-économique durable de l'Afrique.

Le Secrétariat Général demande donc à tous les membres de la FEPACI, à savoir les professionnels à titre individuel, les associations et organisations professionnelles du Cinéma et de l'Audiovisuel du Continent et de la Diaspora, de bien vouloir remplir leur fiche de membre et de la renvoyer par e-mail au plus tard le 15 Janvier 2013 pour considération.

Histoire

Non, Cléopâtre n'était pas qu'une bimbo à grand nez

La reine d'Égypte, qui a ensorcelé Jules César puis Marc Antoine, avait bien du charme. Mais pas seulement. C'est ce que démontre Catherine Salles dans son livre "150 idées reçues sur les grands personnages de l'histoire".

Cléopâtre était-elle belle ? Eh oui ! Il y a très peu de portraits d'elle. Mais elle s'est fait souvent représenter sous les traits d'une pharaonne de l'époque ancienne ou de la déesse Isis, ce qui fait qu'il n'y a pas de recherche de la ressemblance. En effet, bien que grecque, Cléopâtre, pour plaire à ses sujets égyptiens, a privilégié les portraits se rattachant aux traditions les plus populaires de son royaume.

Il n'y a qu'une pièce de monnaie et un buste grec reproduisant sans doute assez fidèlement les traits de la véritable Cléopâtre : elle a un beau visage régulier, de grands yeux, une bouche bien ourlée (et un nez bien proportionné !). Tous les écrivains anciens - en particulier Plutarque -

ont loué la beauté de la reine, mais ajoutent tous que Cléopâtre était surtout pourvue d'une grâce irrésistible qui séduisait, plus que son aspect physique, tous ceux qui l'approchaient. À cela s'ajoutaient son intelligence, sa culture indéniable, la finesse de sa conversation et surtout un sens aigu de la mise en scène : pour rencontrer César, elle parvient à pénétrer jusqu'à son camp cachée dans un tapis et, lorsqu'elle en sort, le général romain est frappé à la fois par la hardiesse et la beauté de la jeune femme.

Pour captiver Antoine, elle choisit une autre tactique. Maître de l'Orient, il a convoqué à Tarse en Cilicie les souverains des proches royaumes, dont la reine d'Égypte. C'est à bord d'une galère à la poupe en or, aux voiles de pourpre et manœuvrée par les plus belles de ses servantes vêtues en nymphes et en néréides, qu'elle remonte le fleuve menant jusqu'à Tarse.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Imprimerie: St Laurent

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJIA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
BOGLAG.

Société

Ces femmes qui s'estiment égales aux hommes

Etonam Sossou

«Il faudrait que les femmes pèsent la même chose que les hommes», chuchote une paysanne à l'abri des oreilles indiscrettes de son fils aîné, président du groupement villageois, qui aimerait bien savoir ce que sa mère raconte. A voix basse, elle poursuit résumant en quelques phrases simples ce qui a changé dans la situation des femmes des villages africains : «Avant, c'était seulement l'homme qui travaillait pour nourrir la famille, maintenant la femme travaille aussi, même en saison sèche. Elle travaille comme les hommes et elle peut même prêter de l'argent à son mari pour acheter du mil. Elle nourrit la famille, elle paie l'écolage. Elle gère

la maison mais on dit toujours que c'est le mari qui gère!». Que les femmes triment autant et souvent beaucoup plus que leurs maris n'est certes pas nouveau. Outre les tâches domestiques, ce sont elles qui, en Afrique, assurent 80 % de la production vivrière, 100 % de la transformation des produits de base et près des trois quarts de leur commercialisation. Mais c'est la situation économique des hommes qui a changé. Ceux qui tiraient l'essentiel de leurs revenus des cultures de rente ont été très touchés par la baisse des cours du cacao, du café ou du coton. Quant aux paysans partis chercher fortune en ville, ils se retrouvent bien souvent au chômage ou avec un si maigre salaire qu'ils ne peuvent plus rien



envoyer au village. Les femmes, à qui sont dévolues des activités considérées jusqu'alors comme secondaires, ont mieux tiré leur épingle du jeu. La production et la

vente de vivres locaux, leurs activités traditionnelles, n'ont pas souffert de la crise économique et de la dévaluation du cfa, bien au contraire. Là où elles ont accès au marché, ce sont elles qui maintenant font bouillir la mamite familiale. Pour nourrir et élever leurs enfants, elles savent qu'elles ne peuvent plus attendre grand-chose de leurs époux, surtout polygames. D'ailleurs, les hommes préfèrent aujourd'hui épouser des femmes actives qui ne réclameront pas tous les jours «l'argent de la sauce».

Lourdes charges, maigres ressources

Il ne faut pas en déduire que la situation des femmes est florissante. Elles sont très nombreuses, surtout celles qui sont chefs de famille, soit

un tiers des ménages en Afrique de l'Ouest, à joindre difficilement les deux bouts. Leurs modestes champs et leurs petits commerces ne génèrent que de maigres ressources, insuffisantes pour supporter les charges de plus en plus lourdes qui leur échoient. Selon la Banque Africaine de Développement, «60 à 70 % de la population africaine vit dans la pauvreté et les catégories les plus touchées sont les femmes, les enfants et les personnes âgées». Leurs 15 à 18 heures de travail par jour leur permettent parfois tout juste de se nourrir. Contraintes d'assumer une partie des responsabilités financières qui incombaient jusqu'à présent aux hommes, elles n'ont pas pour autant acquis les mêmes droits. Quant au partage des tâches, il apparaît à leurs époux comme une incongruité ! Les rôles économiques ont changé mais le statut social de la femme n'a guère évolué. Certes, pour les plus combattives, cette nouvelle donne est l'occasion d'affirmer leurs prérogatives face aux hommes démunis. Fortes de l'argent qu'elles gagnent, certaines achètent des terres, d'autres se lancent dans les commerces. En outre, dans la plupart des pays, elles ne peuvent posséder des terres en propre et cette précarité foncière ne leur permet pas d'investir à long

terme.

Solidarité et rigueur

Pour les paysannes, œuvrer conjointement avec leurs maris dans les organisations reste compliqué. Il est plus simple de travailler entre elles comme le prouve la floraison de groupements féminins dans les villages. Maraîchage, petit élevage, artisanat, transformation des produits agricoles, sont leurs principales activités. Avoir un peu d'argent et simplifier les tâches quotidiennes sont leurs objectifs prioritaires. Ne pouvant compter que sur leurs propres forces, les femmes y font preuve d'une grande solidarité qui leur permet de surmonter leurs handicaps. La rigueur de leur gestion a été aussi remarquée par les structures de microfinance. Ainsi au Togo, plusieurs institutions financières préfèrent confier la gestion des projets à des femmes. Avec elles pas de problèmes pour le remboursement des prêts et l'utilisation des fonds : elles sont scrupuleuses et moins empêtrées dans les obligations sociales que les hommes. Chez leurs époux, les conflits de pouvoir et les luttes politiques prennent souvent le pas sur l'intérêt du groupe. La multiplication des partis liée à la démocratisation a souvent accru ces divisions.

Santé/Sida

Les pauvres de plus en plus infectés

Au début de la crise, c'est-à-dire au commencement des années 1980, on faisait du SIDA un problème de comportement individuel. Or, aujourd'hui, au moment où l'épidémie atteint des proportions catastrophiques, on se rend également compte que c'est aussi une énorme crise sociale. Une analyse de 72 pays effectuée par la Banque mondiale montre que, sur le plan national, un faible revenu par personne et une répartition inégale des revenus sont tous deux associés à des taux élevés d'infection par le VIH. Parmi les adultes vivant dans une ville d'un pays en développement ordinaire, une augmentation de 2.000 dollars du revenu par personne correspond à un abaissement de 4 points de pourcentage du taux d'infection par le VIH.

Dans un climat de dénuement, les jeunes, et notamment les jeunes femmes, se trouvent dans une situation particulièrement dangereuse. Par exemple, les adolescentes issues de familles pauvres et instables sont plus susceptibles d'avoir des expériences sexuelles que les femmes issues d'un meilleur milieu. Et, la prise de risques sexuels par des adolescents était plus fréquente dans les familles n'ayant qu'un seul soutien que dans celles où il y en avait plusieurs.

Dans de nombreux cas, les jeunes femmes qui n'ont pas d'avenir



recherchent le soutien d'hommes et échangent des faveurs sexuelles et, partant, le risque d'attraper le VIH contre la sécurité. Les risques sont plus grands quand les hommes sont plus âgés. Dans les milieux, où la pauvreté grandissante a rendu les mariages traditionnels plus difficiles à organiser, les jeunes femmes rivalisent entre elles pour attirer l'attention d'hommes plus âgés, qui sont mieux établis que les jeunes hommes et, par conséquent, font des maris plus attrayants. Souvent, cette pratique s'explique par le fait que les parents s'attendent à recevoir de leurs enfants un soutien financier. De même, les bouleversements économiques ont amené de nombreuses jeunes femmes à préférer des hommes plus mûrs qui peuvent mieux prendre soin d'elles.

Bien que cette situation réponde à des mobiles complexes, les jeunes femmes ont parfois des rapports avec des hommes plus âgés appelés «grottos» au Togo qui paient leurs frais de scolarité, leur font des

cadeaux et leur offrent d'autres encouragements. D'autres jeunes femmes nouent des rapports analogues avec des jeunes hommes. Beaucoup de jeunes femmes échangent des rapports sexuels contre des faveurs, de petits cadeaux et de l'argent. Certaines réalités signalent des dispositions analogues entre des jeunes hommes et des femmes plus mûres, comme c'est le cas où certains jeunes gens ont des «mamans grottos».

Les difficultés économiques et les troubles civils ont poussé de plus en plus de jeunes, hommes et femmes, à quitter leur foyer pour venir chercher du travail dans les villes. Beaucoup d'entre eux ont alors de multiples rapports sexuels qui entraînent un risque de VIH et, partant, un risque de transmission du virus d'un endroit à l'autre. Les travailleuses migrantes — dont beaucoup sont célibataires employées comme domestiques ou à des travaux saisonniers — font souvent l'objet d'une exploitation sexuelle. La pauvreté et le manque d'options sont aussi de grandes raisons qui poussent beaucoup d'enfants à devenir des professionnels du sexe. Dans la plupart des cas de jeunes femmes deviennent des professionnelles du sexe avec l'assentiment de leurs parents, afin de pouvoir leur envoyer de l'argent.

Réalisation de mini systèmes d'alimentation en eau potable Le quitus de l'ANGE attendu pour le démarrage effectif du projet

suite de la page 3

de la Banque mondiale. Le coût est estimé à 1,92 milliard de francs Cfa sur près de 20 milliards de francs que doit absorber le Purise. Le projet vise à accroître l'approvisionnement en eau potable des populations vivant en périphérie de la ville de Lomé, en améliorant ainsi la santé et l'hygiène des personnes concernées.

D'après les officiels, et malgré les

efforts consentis, 61% de la population togolaise n'a pas encore accès à l'eau potable. 39% des populations vivant en zones urbaines ont accès à l'eau potable, alors que 70% des populations vivant en zones rurales en sont dépourvues. En matière d'assainissement, sur le plan national, 69% de la population n'a pas accès à des latrines contre 90% de personnes en milieu rural. Pour

que l'OMD n°7 puisse être atteint au Togo en 2015 et pour satisfaire totalement les besoins en eau potable et en infrastructures d'eau, hygiène et assainissement, il faudrait encore réaliser 4826 points d'eau potable et 296 076 latrines en milieu rural. Fort de cette réalité, l'UNICEF accompagne le gouvernement togolais dans la mise en œuvre d'une politique sanitaire nationale en matière d'eau et d'assainissement.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°1145 DE LOTO BENZ DU 26 DECEMBRE 2012

Nous sommes le mercredi 02 Janvier 2013 et le tirage de Loto Benz auquel nous assistons porte le N°1146.

Lors du dernier tirage de Loto Benz, des gagnants de gros lots ont été enregistrés à LOME, SOKODE, ATAKPAME, NOTSE, KPALIME et ANIE.

Ainsi, les opérateurs 1205, 2043, 2219 et 4062 basés respectivement à SOKODE, ATAKPAME, NOTSE et KPALIME, ont recensé chacun, un lot de 500.000F CFA.

A ANIE, c'est un lot de 500.000F CFA et un gros lot de 1.250.000F CFA qui ont fait le bonheur d'un parieur qui a tneté sa chance sur les points de vente 2459 et 2456.

A LOME, les opérateurs 8628, 7298 et 5813 ont enregistré deux lots de 500.000F CFA, et un lot de 750.000F CFA.

La remise des lots à Lomé se fera au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les Agences Régionales.

Avec la LONATO, JOUEZ PETIT ET GAGNEZ GROS !
BONNE CHANCE A TOUS !!!

LOTO BENZ

Résultats du tirage N°1146 de LOTO BENZ du mercredi 02 Janvier 2013

Numéro de base

12

16

07

48

79